



INTERVENTION DE GILBERT GARREL LORS DU RASSEMBLEMENT DES ÉLUS ET MANDATÉS DU FRET LE 26 JANVIER 2012

Cher(e)s Camarades,

Tout d'abord, merci d'avoir répondu à l'appel de la Fédération et comme il est encore temps, permettez-moi, au nom de la Direction Fédérale et en mon nom personnel, de vous souhaiter une bonne année 2012, qu'elle soit année de luttes, de conquêtes sociales et de paix.

Une année 2012 qui s'annonce déterminante pour le peuple Français et bien sûr pour les cheminots.

Comme nous n'avons pas pour habitude à la Fédération CGT des Cheminots de pratiquer la langue de bois, oui, il faut que Sarkozy et son équipe dégagent mais pour aller vers un vrai changement de politique, vers une alternative et non pas vers une simple alternance, ce qui signifie vers une véritable politique de gauche !

Pour cela, l'intervention des salariés va être capitale. En ce qui concerne la SNCF, les conclusions des assises ferroviaires conduites par des énarques libéraux, dont les compétences en matière de chemins de fer restent à démontrer, sont particulièrement néfastes :

Les conclusions de ces assises du ferroviaire étaient écrites d'avance, nous ne nous faisons pas d'illusion. Elles préconisent une nouvelle réforme du système ayant pour conséquences : le démantèlement de la SNCF, le recul du service public avec 11 200 km de lignes remises en cause, le transfert des cheminots d'une entreprise vers une autre, permettant d'ajuster les effectifs en cas de transfert de charges vers des opérateurs privés, et tout un panel de mesures ultra libérales qui n'ont comme seul but celui de remettre en cause la notion même de service public et la dislocation de l'EPIC SNCF.

C'est ainsi qu'elles prônent la privatisation de l'équipement et du matériel, l'externalisation de

tous les services communs : c'est purement et simplement la casse du statut de cheminots que ces technocrates préparent ! Et la casse du statut ne veut pas dire simplement la fin du RH0077, c'est également la fin du système de notation, des grilles de salaires et de qualification, de la reconnaissance de l'ancienneté, notre protection sociale de retraite et de santé et tout cela au nom de la concurrence libre et non faussée exhortée par les experts en libéralisme qui siègent à Bruxelles ou à Strasbourg.

Et au fret, la concurrence, on connaît !

La situation du transport de marchandises en France est catastrophique. Le schéma directeur imposé par la Direction et mis en place dans cette activité, loin de combler les chargeurs, loin du souci d'un véritable service public de marchandises, est une véritable casse de l'outil qui a été instaurée.

Fret SNCF est au bord du gouffre parce que sa Direction s'obstine à vouloir répondre aux dogmes libéraux. Elle a écarté d'un revers de main, les propositions de la CGT, des cheminots, des élus et des populations sur un possible redressement.

P. Blayau a d'ailleurs dû faire ce constat d'échec lors de son audition au CESE du 16 novembre 2011, rappelant au passage que la

concurrence dans le transport de marchandises n'a profité qu'à un mode de transport : la route ! Nous sommes bien loin des ambitions du Grenelle de l'environnement.

Bien sûr, P. Blayau a profité de cette audition pour parler des distorsions entre les agents SNCF et les cheminots des EF privées : il est revenu sur notre système de retraite et le fameux T2, il en a profité pour fustiger des cheminots SNCF qui ne travailleraient que 160 jours contre 210 chez les concurrents.

Selon lui, ce serait la rigidité de notre réglementation qui serait la cause de tous les maux ! Avez-vous le souvenir d'un agent inutilisé pendant 40 à 50 jours quand la multi-activité fonctionnait à la SNCF ? Alors qui a rigidifié le système ?

Quant à notre statut, n'hésitons pas à rappeler qu'il allie sécurité et continuité du service public. Quant à nos acquis sociaux, nous nous les payons, ils sont parties intégrantes de notre salaire socialisé.

Rappelons aussi que la SNCF fonctionne 365 jours par an, 24h/24, dimanches et fêtes inclus : même le code du travail ne permet pas cela !

Les dirigeants de Fret mettent les cheminots dans une situation extrême mais en plus, ils mettent à mal des entreprises qui ont besoin du rail. Certaines vont prendre la route, certaines vont fermer, d'autres pensent à délocaliser à l'étranger, particulièrement dans la chimie, parce que la SNCF ne leur propose même plus des possibilités de transport.

Ils contribuent ainsi au délitement du tissu industriel dans un pays qui compte près de 10% de privés d'emploi, c'est lamentable.

Malgré les discours lénifiants, Fret SNCF est le dernier de la classe en Europe en matière de transport de marchandises, c'est donc bien les orientations de la Direction et celles du Gouvernement en place qui sont néfastes.

Les dirigeants de notre entreprise surfent sur ces positionnements pour continuer une politique destructrice à plus d'un titre et comptent bien faire de même dans l'activité « voyageur » !

Mais, me direz-vous, pourquoi défendre les intérêts de la SNCF quand on n'est pas cheminot ? La quasi-totalité du staff de la Direction de Fret SNCF n'est pas dans le sérail.

D'anciens dirigeants de Fret SNCF, aujourd'hui chez ECR, VFLI ou chez GEFECO, s'entendent parfaitement avec les dirigeants actuels de Fret SNCF pour saborder l'entreprise publique.

La Directrice de Fret SNCF, le DRH pour ne parler que d'eux, ont été embauchés et sont rémunérés par une filiale de Géodis (TFS) Transport Ferroviaire Service !!! Alors, la fibre cheminote, la défense du service public, la réglementation, la sécurité, ce ne sont pas leurs affaires... Ces gens n'ont aucun attachement à l'EPIC SNCF, ces dirigeants ne portent aucune de nos valeurs, ils n'ont aucune déontologie, ils n'ont qu'un seul objectif et rien ne les en détourne : la casse !

Le Directeur de Sol&Rail, lui aussi dépendant de TFS, est également Président de Logistra et Ecorail !!! On comprend mieux son engouement pour la filialisation, et les cheminots se souviennent des dégâts enregistrés à Thouars.

Le poids des filiales représente 43% du Chiffre d'Affaires du Groupe à juin 2011, elles n'en représentaient que 28% en 2009.

Pour Fret SNCF, le Chiffre d'Affaires est en diminution de 12.4% en 2010. Les trafics des filiales augmentent (+6.6% en mars 2011) pendant que ceux de Fret SNCF diminuent (-8% en mars 2011).

L'activité poursuit donc son désengagement auprès des chargeurs et, logiquement, moins Fret SNCF transporte, plus les autres entreprises augmentent leur part du gâteau, ce qui explique leur niveau, à 19% du total transporté, sans pour autant développer la part

modale qui est passée de 17% à moins de 12% en 5 ans. Voilà le vrai résultat de l'équipe Pépy – Blayau.

Cette politique pourrait être qualifiée d'échec si elle n'était pas dangereusement programmée avec à la clé un véritable plan social.

Ce sont plus de 6000 cheminots qui ont disparu à Fret SNCF dont plusieurs centaines souffrent dans les méandres des EME/EDC.

Alors que tous les experts s'accordent sur une croissance du transport de marchandises de 80% d'ici 2050, la Direction SNCF détruit les installations, les savoir-faire de l'entreprise publique et annonce une nouvelle vague de plus de 1200 suppressions d'emplois à Fret SNCF en 2012.

Ce n'est plus de la casse, ce serait du génocide !

Nous ne l'accepterons pas et il est donc plus que temps de stopper les bras des casseurs.

Malgré sa volonté persistante à passer en force les dossiers qui sont censés préparer la filialisation, la résistance des cheminots du Fret grandit.

Les militants de la CGT, avec les cheminots, se mobilisent pour stopper cette politique de destruction et imposer d'autres choix permettant le développement de Fret SNCF !

En ce sens, la Fédération CGT des Cheminots appelle les agents du Fret à investir les « Etats Généraux du Service Public Ferroviaire » initiés par la CGT.

Il faut que partout, la CGT interpelle les chargeurs, les élus politiques et les populations.

Il est urgent de prendre à témoin les citoyens et leur faire partager nos propositions. Il est important d'expliquer que seul le service public réalisé par une entreprise publique efficace et des cheminots à statut sera à même de réaliser un gros volume de transport ferroviaire.

L'intervention des cheminots va être prépondérante afin de forcer la Direction et ce gouvernement à changer de voie.

Le travail effectué sur l'ensemble du territoire, le déploiement des militants CGT dans et hors de l'entreprise, ont pour but de créer les conditions d'une action nationale fin Mars/début Avril qui obligerait les différents acteurs, Direction de la SNCF, chargeurs, Organisations Syndicales et Gouvernement, à se mettre autour de la table.

Nous ne partons pas de rien car nous n'avons rien lâché et nous avons eu raison. Alors que les assises du ferroviaire étaient en charge de promouvoir l'ouverture à la concurrence dans l'activité voyageur, la CGT, vos actions locales ont obligé à ce que la question du Fret soit abordée dans ces assises.

D'ailleurs, il est à noter que les deux points phares émanant de ces assises sur le transport de marchandises sont bien le fruit de notre action. Il ressort qu'il faut continuer à proposer du Wagon Isolé aux entreprises qui en ont besoin et garder en état de fonctionnement les infrastructures spécifiques et notamment nos triages.

La CGT a fait des propositions concrètes que nous allons continuer à porter et y compris nous nous ferons entendre par la grève, car pour nous, ce n'est pas un mot tabou. Au travers de l'argumentaire CGT, d'un 4 pages aux cheminots, de l'adresse aux usagers, la CGT va faire le travail d'information, de conviction. Nous nous sommes attachés à faire des propositions crédibles et même « euro-compatibles ».

Si nos propositions n'ont pas été retenues, c'est que nous partons des besoins de la Nation, de la responsabilité de l'Etat, des devoirs de l'entreprise publique, de la nécessité d'améliorer les conditions de vie et de travail des cheminots, autant de thèmes que les libéraux qui nous gouvernent et nous dirigent ne veulent pas entendre. Cette conception d'un

chemin de fer public utile au pays, nous devons la porter le plus fortement possible.

Pour autant, nous sommes peu aidés par les autres organisations syndicales. Malgré les enjeux, elles ont toutes balayé d'un revers de main notre proposition de grève début février.

Sur le périmètre du Fret, l'UNSA et la CFDT préfèrent pratiquer la démagogie et avancer le chèque vacances mais attention, seulement pour les agents du siège de Clichy, les autres cheminots du Fret n'étant pas visiblement une de leurs préoccupations. Cela leur permet de continuer leur politique d'accompagnement et surtout leur permet de ne pas parler du fond.

Quant à SUD-Rail et FO, autres OS représentatives au Fret, ne nous trompons pas, elles sont aussi dans l'accompagnement, proposant également le fameux cadre social harmonisé si cher à Pépy et toujours aussi promptes à s'allier avec la Direction dès lors qu'il s'agit de tailler des croupières à la CGT.

C'est bien à nous et à nous seuls que revient la responsabilité de créer l'unité des cheminots au plus près du terrain. C'est notre volonté et c'est pourquoi nous proposons un déploiement exceptionnel dans la semaine du 06 au 10 février avec un temps fort le 09.

Vous êtes les yeux, les oreilles, la voix de la Fédération CGT des Cheminots mais surtout vous êtes le souffle qui va permettre de mettre

en mouvement les cheminots pour une forte action tous services dans les semaines à venir.

Lors de la réunion nationale Fret à Montreuil le 08 décembre 2011, nous avons entendu la souffrance des cheminots du Fret, celle de nos élus et mandatés même si nous n'avons pas été surpris. Y compris nous avons senti ces moments de doute où pour tout un chacun, Fret SNCF était très malade !

Je le réaffirme ici, la Fédération CGT des Cheminots n'abandonnera jamais l'idée d'un service public de transport de marchandises, elle ne lâchera pas les cheminots du Fret, elle ne lâchera pas ses élus et mandatés !

C'est pourquoi, nous avons déclenché l'audience de ce jour et nous espérons qu'il en sortira du positif pour vous, pour toute la CGT mais surtout pour tous les cheminots.

Les camarades qui sont en délégation face à la Direction du Fret, vous feront dès leur sortie un compte rendu de cette rencontre que nous souhaitons productive et efficace. La défense du droit syndical ne concerne pas que les cheminots du Fret, elle concerne tous les cheminots et plus largement l'ensemble du salariat.

Fret SNCF doit vivre et peut se développer, ne laissons pas les technocrates nous emmener dans le mur !

*Cher(e)s Camarades, le moment est venu d'inverser le cours des choses,
ensemble, on ne lâchera rien !*

Je vous remercie !

